



EurAc Info

Daily Press Review on the Great Lakes region & EurAc network

29th May 2017

Press Review

EU Foreign Policy

DRC/EU

[Democratic Republic of the Congo: EU adopts sanctions against a further 9 people// République démocratique du Congo \(RDC\): l'UE adopte des sanctions à l'encontre de 9 personnes supplémentaires](#), European Council, 29th May

- *The Council has adopted restrictive measures against 9 individuals who hold **positions of responsibility in the State administration and in the chain of command of the security forces in the Democratic Republic of the Congo (DRC)**, with immediate effect.*
- *While strongly condemning all acts of violence irrespective of their origin, **the EU is concerned about reports of disproportionate use of force by State bodies**, especially the security forces, in managing the crisis.*
- *On the political front, the EU expresses its **concern about the lack of a consensus to take forward the transition**. It reiterates that in order to exit the crisis on a sustainable footing, **the transition must lead to democratic and transparent elections**, held as soon as possible and in compliance with the Constitution and the Political Agreement of 31 December 2016.*

#BREAKING #DRC #RDC @EUCouncil adopts sanctions against 9 new people/ sanctions #EU contre 9 nouvelles personnes [consilium.europa.eu/en/press/press ...](http://consilium.europa.eu/en/press/press...)

DES SANCTIONS ET RESTRICTIONS DE PERSONNES supplémentaires

Le Conseil a adopté des mesures restrictives à l'égard de 9 personnes occupant des postes de responsabilités dans l'administration de l'Etat et dans la chaîne de commandement des forces de sécurité en République démocratique du Congo (RDC), avec effet immédiat. Elles s'ajoutent aux 7 personnes que l'UE a déjà soumises à des sanctions le 12 décembre 2016, en réponse aux entraves au processus électoral et aux violations des droits de l'homme qui y étaient liées.

Déclaration de l'UE sur la situation en République démocratique du Congo

L'Union européenne reste gravement préoccupée par la dégradation de la situation en République démocratique du Congo (RDC).

La crise dans le Kasai a atteint une ampleur exceptionnelle sur le plan à la fois sécuritaire, humanitaire et des droits de l'homme. Tout en condamnant fermement tout acte de violence quelle qu'en soit l'origine, l'UE s'inquiète des rapports faisant état de l'usage disproportionné de la force par les services de l'Etat, et en particulier les forces de sécurité, dans la gestion de la crise. Elle exhorte les autorités de la RDC à agir dans le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales et à initier sans retard des enquêtes sérieuses et transparentes, en parallèle d'une expertise internationale de haut niveau pour renforcer leur crédibilité et indépendance, et qui puissent identifier les responsables des actes de violence et des massacres. Elle souligne la nécessité que la MONUSCO puisse pleinement exercer son mandat et que l'accès des acteurs humanitaires aux régions touchées par la crise soit garanti.

L'UE reste également préoccupée par les restrictions persistantes sur l'espace démocratique et les droits fondamentaux, notamment les restrictions sur les médias et l'interdiction de manifestations.

Sur le plan politique, l'UE exprime son inquiétude quant au manque de consensus pour conduire la transition. Elle rappelle la nécessité, pour une sortie de crise durable, que la transition aboutisse dans les meilleurs délais à la tenue d'élections transparentes et démocratiques, dans le respect de la Constitution et de l'Accord Politique du 31 décembre 2016. La mise en place de bonnes pratiques de transition pleinement inclusives et la mise en œuvre rigoureuse des mesures de désescalade sont particulièrement nécessaires, car fondamentales pour un environnement électoral ouvert et apaisé. Un espace d'expression et de débat sans entrave est indispensable pour permettre aux citoyens de se prononcer librement en vue des élections.

Le processus électoral reste l'objectif principal des prochains mois à commencer par la définition d'un calendrier électoral et d'un budget consensuel conformément à l'Accord Politique. Le respect de la résolution 2348 du CSNU et des engagements pris dans le cadre de l'Accord Politique permettra un appui à ce processus par l'Union européenne. La détermination d'un calendrier sera de nature à guider le processus ainsi qu'à permettre la mobilisation en temps utiles du soutien des partenaires régionaux et internationaux. L'UE encourage et soutient les efforts faits dans cette optique par les Nations Unies, l'Union africaine, l'Organisation internationale de la Francophonie et les autres partenaires internationaux.

La situation socio-économique critique, aggravée par la mauvaise gouvernance et le détournement de ressources nationales, laisse une très grande partie de la population, et spécialement les jeunes, avec peu de perspectives d'avenir et constitue un risque de déstabilisation.

Face à la dégradation importante de la situation, et comme indiqué dans ses conclusions du 6 mars 2017, l'UE a pris la décision aujourd'hui d'imposer de nouvelles mesures restrictives à l'encontre de neuf individus responsables de graves violations des droits de l'homme.

RETWEET

1

16:20 - 29 mai 2017

EU External Action, Jean-Yves Le Drian, didier reynders et 5 autres

1 1 1

Bart Ouvry
@BartOuvry

Abonné

RDC: l'UE a décaissé 16 millions USD pour le processus électoral | Radio Okapi

RDC: l'UE a décaissé 16 millions USD pour le processus électoral

L'ambassadeur de l'Union européenne (UE) en RDC, Bart Ouvry affirme que son institution a déjà déboursé 16 millions de dollars américains pour soutenir le processus électoral.

radiookapi.net

RETWEETS 8 J'AIME 7



19:45 - 28 mai 2017

5 8 7

EurAc

BURUNDI/EU/EAC [Museveni plaide pour la levée des sanctions européennes contre le Burundi](#), Infos Grands Lacs, 29 mai

- *Le Président ougandais Museveni, également médiateur principal dans la crise burundaise et actuel Président de la Communauté Est-africaine (EAC) a récemment plaidé pour la levée des sanctions européennes contre le Burundi.*
- *Une prise de position qui a choqué l'opposition et la société civile burundaises.*
- *Et d'aucuns se demandent si l'on devrait continuer avec cette médiation très partielle*

DRC

Politics – Elections

TOP STORY [Congo-Kinshasa: La révision du fichier électoral perturbée par la situation dans le Kasai](#), Rfi, 28 mai

- *En RDC, les élections sont attendues au plus tard à la fin de l'année.*
- *Ce dimanche **28 mai commence à Kinshasa ce qui devait constituer la dernière étape de la révision du fichier électoral.** Mais l'insécurité dans le Kasai gêne le programme.*

[RDC : Kabila dans l'imbroglio de la tenue du scrutin présidentiel](#), Deutsche Welle, 29 mai

- *Des doutes persistent sur la possibilité de la tenue de l'élection présidentielle d'ici à la fin de l'année.*
- *En RDC, **la polémique continue d'enfler entre Kinshasa et les Nations Unies**, au sujet des investigations visant à faire la lumière sur le meurtre des deux experts dans le Kasai*
- *En attendant que l'ONU ne dépêche sur place ses propres enquêteurs, **la tenue ou non de l'élection présidentielle en novembre de cette année, polarise les débats.***

Security

[RDC: des milliers de Congolais fuient le Kasai pour le nord de l'Angola](#), Rfi, 27 mai

- *En Angola, Médecins sans frontières (MSF) fait état de plusieurs personnes qui arrivent tous les jours à Dundo, dans le nord du pays, après plusieurs jours de marche.*
- *Elles fuient les violences qui sévissent actuellement au Kasai, en RDC, de l'autre côté de la frontière.*



Eriko Asakura
@erikoasakura

Abonné

Journée internationale des Casques Bleus à la MONUSCO



J'AIME

1

11:01 - 29 mai 2017



1



Natural resources

[France : Emmanuel Macron annonce la libération d'un Français enlevé en mars en RDC](#), Jeune Afrique, 28 mai

- Une source diplomatique a indiqué que l'otage libéré était un Français qui figurait parmi cinq employés de la société minière canadienne Banro enlevés dans l'est de la RDC
- **Banro exploite deux mines d'or**, à Twangiza et Namoya, et mène des travaux d'exploration aurifère dans le pays

[Congo militiamen free one French, three Congolese mine workers](#), Reuters, 28th May

[RDC: Pourquoi l'activité minière ralentit au Katanga](#), La libre afrique, 28 mai



Justice et Paix
@Justice_et_Paix

Abonné

#RDC : État des lieux de l'extraction minière et de la gouvernance en RD.Congo. Seule la #Chine semble passer outre



RDC: Pourquoi l'activité minière ralentit au Katanga — La Libre Afrique
Conjonctures congolaises, publié chaque année par les Cahiers africains du Musée royal de Tervuren, présente, pour son numéro consacré à l'année 2016, des arti...
afrique.lalibre.be

RETWEETS

2



09:56 - 29 mai 2017

Burundi

Political & Security crisis

[Des contributions forcées exigées aux habitants de Kinama et Kamenge](#), RPA, May 2017

Others

[Burundi presses unwed couples to marry](#), Aljazeera, 27th May

- Unmarried couples have until the end of the year to legalise their relationships as part of an **effort to reform morals in the country**.
- Terence Ntahiraja, interior ministry spokesman, told the AFP news agency that Burundi was facing a population explosion, which he blamed on "illegal marriages", polygamy, bigamy and "hundreds of schoolgirls getting pregnant".

[Burundi: les concubins invités à se marier avant fin 2017](#), BBC, 26 mai

Rwanda

Politics & Security

TOP STORY [Rwanda to vet campaign messages of presidential hopefuls](#), ABC news, 27th May

- **Rwanda's electoral commission has announced it must approve any social media messages of candidates in the August presidential election, a decision that many in the opposition see as an attack on free speech.**
- **The electoral commission said candidates risk having their social media accounts blocked if they violate the official instructions.**
- **Frank Habineza, leader of the Democratic Green Party of Rwanda, said he is considering legal action against the electoral commission.**

[Présidentielle 2017 : certaines questions restent non résolues](#), Infos Grands Lacs, 26 mai

- Certains **citoyens réclament qu'ils ne figurent pas sur les listes électorales** et les jeunes qui ont atteint l'âge de majorité civile (18 ans) clament qu'ils n'ont pas encore trouvé leurs cartes d'identité et **redoutent qu'ils ne soient pas permis de voter**.
- Les migrants à l'intérieur du pays font le même signal de ne figurer sur aucune liste électorale

News from EurAc network and from partner organisations

Burundi Watch Update 22-28 May// Situation hebdomadaire du Burundi 22-28 Mai, Atrocities Watch Africa

- *The government of Burundi has been in frantic efforts in convincing the world that peace and security have returned to the country. But the situation on the ground is contrary, with continued killings, torture, abductions, arbitrary arrests and hate speech among the on-goings*

See documents attached // Voir pièces jointes